



## LE COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE (CSE)

*Le comité social et économique : Ses droits, ses obligations et ses moyens d'action*

2 jours

### **La composition du CSE (comité social et économique)**

- Les différents statuts des membres du CSE

### **Le rôle de membre de la délégation du personnel au CSE**

- La nuance entre réclamation et revendication, présentation des réclamations à l'employeur
- L'assistance des salariés dans les procédures disciplinaires
- Les relations avec l'inspecteur du travail
- Le "bureau" du CSE (missions particulières du président, du secrétaire et du trésorier)
- L'information ponctuelle et périodique du CSE
- La négociation des sujets donnant lieu à consultation (consultations annuelles, BDES)
- La procédure de consultation du CSE
- L'analyse des documents comptables de l'entreprise et les demandes d'informations qui s'y rapportent
- La gestion des activités sociales et culturelles et les règles concernant les cotisations URSSAF
- Le délit d'entrave
- La prévention et la surveillance des risques physiques et psychiques
- Le suivi des travaux des entreprises extérieures
- Le droit d'alerte et le droit de retrait
- Le déclenchement et le suivi d'une procédure d'enquête
- L'identification de la responsabilité de l'employeur dans les accidents

## **Le fonctionnement du comité social et économique**

- Le calendrier des réunions
- La réunion préparatoire
- L'établissement de l'ordre du jour et du procès-verbal de la réunion
- La prise de notes et/ou l'enregistrement des débats
- L'organisation des votes
- Le cas des réunions extraordinaires
- L'affichage à destination des salariés
- La gestion des budgets (fonctionnement et ASC)
- Les commissions obligatoires et facultatives du CSE
- Le règlement intérieur du CSE

## **Les moyens de la délégation du personnel au CSE**

- Les locaux
- L'accès au document unique de prévention des risques et aux registres de l'entreprise
- Les heures de délégation et libre circulation
- Les outils de communication
- Le recours à un expert
- Le statut de salarié protégé